



Emmanuel Macron et «l'État profond»

Par [Pierre Van Grunderbeek](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 14 septembre 2019

Le récent infléchissement de la politique française en direction de la Russie est assez inattendu et contraste avec la ferme politique droit-de-l'hommiste de l'ex-président Hollande. Il est cependant trop tôt pour tirer des plans sur la comète et pour parier sur la constance de la nouvelle politique russe du président Macron.

Comme beaucoup, j'ai été sidéré d'apprendre que le président Macron a utilisé par trois fois l'expression « l'État profond » lors de son discours devant les ambassadeurs ce 27 août pour désigner ce qu'on appelle généralement « le pouvoir établi » en France.

« État profond » ou Deep State » en anglais est couramment utilisé pour parler de l'establishment de Washington, cette caste de privilégiés libéraux globalistes qui détient un pouvoir de résistance et de blocage de la politique du président Trump et à laquelle il s'oppose depuis longtemps, en fait, depuis sa campagne électorale de 2016.

Jupiter est donc descendu du Capitole pour dire à ses ambassadeurs que c'est lui qui fixe le cap et qu'ils sont sommés de conformer leurs paroles et leurs actes à la nouvelle « Ostpolitik » française.

Sera-t-il entendu ? J'en doute très fort et je doute aussi de la durabilité du nouveau cap macronien.

S'il insiste, il apprendra très vite qu'il n'y a pas loin du Capitole à la Roche Tarpéienne.

A la différence de Donald Trump qui ne peut être réélu qu'en s'opposant à « l'État profond », Emmanuel Macron ne pourra être réélu que s'il a le soutien du « pouvoir établi ».

Le Quai d'Orsay devrait sans trop de difficultés se conformer aux directives présidentielles mais le « pouvoir établi » comprend aussi les médias mainstream et une armée de journalistes, d'analystes politiques, d'éditorialistes et d'invités de tout acabit dont le russo-scepticisme ou plus précisément la poutinophobie est chronique et incurable.

Cela fait maintenant 20 ans qu'ils se trompent et trompent les Français. Leurs prévisions sont toutes plus erronées les unes que les autres mais ils persistent encore toujours dans leurs erreurs d'analyse.

Je prends un plaisir fou à détecter toutes les inexactitudes, pour ne pas dire les « fake news », qu'ils répètent à l'envi.

Quelques perles récemment découvertes pour exemple.

- Sylvie Kauffmann (Le Monde). « *Je pense qu'il (Vladimir Poutine) est quand-*

même actuellement un paria 1 sur la scène internationale. » Affirmation judicieusement corrigée par Jean-Dominique Merchet (spécialiste des affaires militaires) « Vladimir Poutine n'est pas isolé dans la communauté internationale, il est boycotté par l'Occident mais il voit tout le monde. Le monde entier se précipite à Moscou : les Israéliens, les Iraniens, les Turcs, les Saoudiens, Il a de bonnes relations avec l'Afrique, avec la Chine, avec l'Inde, ... »

- C dans l'air (et tous les autres médias mainstream). « *Un échange de 35 prisonniers ukrainiens contre 35 prisonniers **russes**.* » Sauf si on reconnaît que la Crimée et le Donbass font parties de la Russie, il n'y avait que cinq Russes dans cet échange. Il y avait 22 Ukrainiens opposés à Kiev et 8 Criméens.
- Encore S. Kauffmann. « *Vous pouvez noter la différence de réception (entre Kiev et Moscou). En Ukraine, toute la presse est là, les familles, le président... En Russie, c'est vraiment le service minimum. Cela veut dire que pour l'opinion publique ukrainienne, c'est important, pour les Russes, cela l'est moins.* » Forcément, il n'y avait presque pas de natifs russes dans l'échange (Voir ci-dessus) et Sylvie Kauffmann ne le sait manifestement pas.
- Le Figaro Premium. « *...seuls 30,5 % des Russes déclarent faire confiance au président russe...* » 2 Affirmation contredite par un sondage du Centre Levada : « *54 % des Russes aimeraient voir Vladimir Poutine au poste de président après 2024.* » 3 Nicolas Vigne donne une interprétation malhonnête d'un sondage en ne disant pas quelle était la question posée. La question : à quel homme politique faites-vous le plus confiance. Réponses : 1er Vladimir Poutine : 33,4 %. 2me Sergueï Choïgou : 13,7 %. 3me Sergueï Lavrov : 9,3 %. Si des Russes font plus confiance au deuxième et au troisième, cela ne veut pas dire qu'ils ne font pas confiance au président Poutine. 4 Nicolas Vigne fait de la sophistique.

Il y a des centaines d'exemples de ce type dans les médias et cela indique qu'il y a une volonté délibérée de nuire à la Russie et à son système politique, économique et sociétal par tous les moyens.

Si l'administration est peut-être prête à suivre le président Macron, il y a encore loin de la coupe aux lèvres pour le quatrième pouvoir.

Les derniers débats télévisés le prouvent : les journalistes restent ancrés sur leurs positions. Il n'y a aucun infléchissement de leur côté et je me demande si le président Macron oserait se confronter aux médias comme le fait le président Trump.

Je n'arrive d'ailleurs pas à comprendre cette attitude de la grande majorité de l'élite qui pousse la Russie dans les bras de la Chine et qui est contre les intérêts de la France et de l'Europe.

Je ne sais pas si le président Macron croit sérieusement que la Russie va lâcher du lest ou s'il parle de gestes de bonne volonté russes pour rassurer les Européens ... et ses électeurs qui sont abreuvés par le bourrage de crane des médias mainstream.

En ce qui concerne mon analyse, je suis persuadé qu'il ne faut pas attendre beaucoup plus de la Russie que le récent échange de prisonniers. Ceux qui espèrent plus en seront pour leurs frais.

Du point de vue russe, l'Ukraine et la Syrie sont les derniers pions stratégiques qu'elle possède encore face à l'Occident et c'est ce dernier qui a essayé et en partie réussi à

déstabilisé ces deux pays.

Pour la Russie, l'Ukraine comme d'ailleurs la Géorgie ne peuvent devenir des membres de l'OTAN à cause du risque de voir des missiles et des troupes hostiles à moins de 500 km de Moscou.

La Syrie est la seule ouverture russe sur la Méditerranée et est de ce fait une zone d'influence non négociable.

La Russie ne refusera certainement pas un retour au G8 si on l'y invite mais il ne faut espérer la moindre concession pour cela. La participation au G8 n'a rien d'essentiel pour le président russe.

Il serait peut-être plus enclin à faire un autre geste de bonne volonté pour améliorer ses relations avec les États-Unis mais l'administration Obama a verrouillé tout rapprochement entre les deux pays en faisant voter des lois anti-russes et en installant une administration convaincue de l'exceptionnalisme américain qui ne traitera jamais la Russie comme un partenaire égal.



Pourtant l'Occident a plus besoin de la Russie que le contraire mais il reste accroché à sa stratégie otanienne de confinement de la Russie.

Si Emmanuel Macron reconnaît que la Russie a ses propres préoccupations de sécurité, il a quelques chances de réussir sinon son initiative est mort-née.

Conclusion

Depuis le retour de la France dans l'OTAN, il est à remarquer que les présidents français alignent leur position sur les présidents étasuniens : Nicolas Sarkozy sur Barack Obama-Hillary Clinton, François Hollande sur Barack Obama-John Kerry et Emmanuel Macron sur Donald Trump.

Il semble que ce que les médias appellent une réussite française en diplomatie internationale, à savoir la visite du président Poutine à Brégançon suivi du récent échange de prisonniers, est en réalité une réussite du président Trump.

En effet, Emmanuel Macron n'a pas besoin de marquer des points en politique internationale en se rapprochant de la Russie vu qu'il n'y a pas d'échéances électorales pour le moment. C'est même contre-productif par rapport à ses partenaires européens. Il y a bien sûr une demande des grandes entreprises françaises mais elles prospèrent très bien pour le

moment en Russie malgré les sanctions et les marchés perdus à cause des embargos dans l'agro-alimentaire le sont sans doute définitivement.

En revanche, il n'en est pas de même pour Donald Trump qui lui, ne peut prendre d'initiative dans ce sens sans se mettre toute son administration sur le dos.

Emmanuel Macron pourrait bien être le petit télégraphiste de Donald Trump.



Retrait de Syrie : options.

Le limogeage de John Bolton va d'ailleurs aussi dans le sens d'un rapprochement avec Vladimir Poutine quoi qu'en disent les Russes.

S'il veut être réélu, Donald Trump doit désengager les États-Unis des zones de conflit dans le monde et surtout ne pas déclencher un nouveau conflit militaire impliquant son pays pour pouvoir se recentrer sur la politique intérieure. Il a un impératif besoin de se coordonner avec la Russie pour que ce désengagement ne tourne pas au fiasco façon Vietnam.

Cela voudrait aussi dire qu'Emmanuel Macron parie sur la réélection de Donald Trump et qu'il est prêt à se mettre les « États profonds » étasunien et français à dos.

Dernière remarque. Emmanuel Macron et Donald Trump sont financier ou diplômé en économie. Barack Obama, Hillary Clinton, John Kerry (et même Vladimir Poutine) sont des juristes.

Cela explique peut-être une approche différente de la politique où l'aspect économique prime sur la domination géostratégique des États-Unis sur le monde.

Pierre Van Gunderbeek

Image en vedette : [Karl-Ludwig Poggemann, Flickr.com](#)

Notes

1. Paria : définition. (Lintern@ute). Personne rejetée, exclue.

2. <http://www.lefigaro.fr/international/les-sondeurs-russes-embarrasses-par-l-impopularite-grandissante-de-poutine-20190604>

3. https://www.gazeta.ru/politics/news/2019/07/30/n_13278787.shtml

4. Si le résultat d'un sondage demandant quel est votre fruit préféré donne : les pommes : 33,4 % - les poires : 13,7 % - les oranges 9,3 %, vous ne pouvez pas tirer la conclusion que seul 33,4 % des sondés aiment les pommes vu que ceux qui préfèrent d'autres fruits peuvent aussi aimer les pommes.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Pierre Van Grunderbeek](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Pierre Van Grunderbeek](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca